

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 78 du 18 juillet 2017

«Les gens» le 23 septembre pour entériner les ordonnances ?

Non ! La classe ouvrière le 12 et le 20 septembre pour leur RETRAIT.

Ce lundi 17 juillet, sur LCI, Jean-Luc Mélenchon a appelé à un «rassemblement populaire» le 23 septembre, contre les ordonnances Macron visant le droit du travail, ainsi que contre le CETA (traité de libre échange Union Européenne/Canada). Les syndicats («la CGT et SUD» selon lui), feront leur journée le mardi 12 septembre, «c'est leur rôle», mais «les gens» sont invités à venir le samedi 23 septembre, en tout cas «*les gens qui ne veulent pas se laisser tondre*» car «*leur devoir, c'est de manifester comme citoyens*».

Parfois il faut que parle le bon sens. Et le bon sens, dûment informé, dit ceci : entre le mardi 12 septembre et le samedi 23 septembre, il y aura le mercredi 20 septembre, jour où le conseil des ministres doit adopter les ordonnances contre le droit du travail.

Autrement dit, J.L. Mélenchon invite par avance «les gens» à manifester après l'adoption des ordonnances - on comprend mieux que le mot «retrait» de celles-ci n'ait figuré dans aucun des appels de la *France insoumise* à des rassemblements le 12 juillet dernier - tout en expliquant aux syndicats qu'ils sont dans leur rôle en faisant des choses «dans les entreprises» auparavant. Et le jour même ?

Le bon sens, c'est l'intérêt du salariat, et l'intérêt du salariat n'est pas de faire des barouds d'honneur, ni avant, ni après, l'adoption des ordonnances, mais d'agir efficacement pour leur retrait. Certes, on n'est pas certains de gagner. Mais ce qui est certain, c'est que ça sera pire si on n'agit pas ainsi, dans tous les cas de figure. Ce qui est certain aussi c'est que nous expliquer qu'on sera dans notre rôle en faisant grève avant, puis en laissant passer, pour ensuite manifester avec «les gens» sous peine de passer pour ceux qui veulent «se laisser tondre», ce n'est pas nous aider, c'est faire obstacle à notre mouvement, à notre volonté montante, à notre action.

Le mouvement réel doit réaliser l'unité dans la grève le 12 septembre, pour le retrait des ordonnances. Et sur cette base tenter de réaliser les conditions de la grève totale et d'une éventuelle montée à Paris, pas pour que «les gens» déjà tondus ne le soient pas, mais pour aller sur l'Élysée, le 20.

Une fois ces choses dites, les nombreux débats suscités par les velléités de la FI d'aller sur le terrain syndical tout en disant aux syndicats quel est le rôle auquel ils doivent se tenir, seront mieux cadrés.

Que ce soit par le «dialogue social» au sommet ou par les gesticulations parlementaires stériles, il faut cesser de couvrir Macron.

Le mot d'ordre doit être : RETRAIT.

La grève doit se réaliser dans l'unité le 12 SEPTEMBRE.

A partir de là, on pourra voir quelle offensive mener en direction du pouvoir exécutif qui est l'adversaire.

Car les militants ouvriers, les révolutionnaires, et les véritables partisans de la démocratie, ne veulent pas rassembler «les gens». Ils veulent aider leur classe, l'immense majorité, à en découdre avec le pouvoir exécutif, exécutant du capital.

Éditorial du 18-07-2017.

Macron versus le grand état-major : portée d'une crise majeure

La crise qui oppose le président Macron au chef d'état-major des armées, Pierre De Villiers, est un événement de première importance.

C'est d'ores et déjà l'acte 2, sous les apparences des ors et du strass «jupitériens», de la crise au sommet de l'État sous Macron, qui n'a pas encore restauré la V^e République dans toute sa *plenitudo potestatis*, comme on pourrait le croire si on se contentait ... de lire les journaux.

L'acte 1 avait été la mise à l'écart de 4 ministres et le court-circuit très rapide du Modem (Voir <https://aplutsoc.wordpress.com/2017/06/21/macron-crise-au-sommet-de-letat-acte-1/>).

Nous observons déjà qu'au delà des affaires d'assistants parlementaires, la démission rapide de la ministre de la Défense Sylvie Goulard et son remplacement par Florence Parly renvoyait à d'autres sujets d'affrontements internes à l'appareil d'État, des rumeurs ayant filtré sur ses liens (politiques et financiers) avec une officine US. De manière forcément rampante puisque les questions militaires de fond auxquelles est confronté l'impérialisme français sont soustraites au débat public, la crise couve (elle couvait déjà dans l'exfiltration de Le Drian, figure de la transition hollando-macronienne, de la Défense aux Affaires étrangères).

La crise rampante est devenue ouverte avec les questions budgétaires. Le chef d'état-major - un vieux réactionnaire dont la référence est l'Organisation Civile et

Militaire, l'extrême-droite de la Résistance rejointe par de nombreux officiers d'abord pétainistes, par ailleurs frère du politicien catholique conservateur et poutinien Philippe De Villiers, et qui avait été confirmé dans ses fonctions quelques jours auparavant seulement - s'est insurgé, devant la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale, contre une baisse de crédits de 850 millions d'euros portant sur l'année en cours.

Les arguments du lobby militaire sont les suivants.

Il est contradictoire d'annoncer que la France tiendra la consigne de l'OTAN (et de Trump) d'atteindre un budget militaire de 2% du PIB en 2025 hors pensions et surcoûts d'opérations extérieures (pour 1,4% aujourd'hui), ce qui supposerait de passer de 32,7 milliards aujourd'hui à environ 40 à 50 milliards, en commençant par une baisse budgétaire, et avec un rythme annoncé pour l'année prochaine (passage à 34,2 milliards) très loin de mener à l'objectif officiel. On peut certes parfois reculer pour mieux sauter, mais à ce point ...

Ces mesures restrictives ne pouvant toucher les opérations extérieures très nombreuses et déjà surdimensionnées («Opex»: 6500 soldats officiellement, plus les non déclarés, au Mali, en Centrafrique, au Tchad, au Burkina, en Libye, au Liban, en Syrie, en Irak, à Djibouti ...), ni les salaires et pensions des soldats et des personnels civils, vont porter sur le matériel.

Exactement au même moment est mise en œuvre la recapitalisation d'Areva (décidée sous le gouvernement précédent) avec injection immédiate de 2 milliards puis de 3 d'ici la fin du mois.

Toujours au même moment - en fait, le matin même du 13 juillet au conseil des ministres franco-allemand - est annoncé un avion de combat franco-allemand, à horizon encore lointain (2035-2040) mais appelé à mettre fin à l'ère «Rafale», mesure immédiatement louangée par Macron dans son style caractéristique: «C'est une révolution profonde», etc, etc.

De là à imaginer un complot germano-macronien pour remplacer à terme Dassault et l'industrie militaire hexagonale par un axe industriel européen et multinational ...

Enfin, tout de même, le général De Villiers s'indigne de ce que les économies demandées à ses armées soient supérieures à celles de l'Éducation nationale. Tout de même !

Ceci étant, et quoi que l'on pense du langage châtié du général («il ne veut pas se faire «baiser» par Bercy»), il répondait à une commission parlementaire et était, de ce fait, dans son rôle. Il faut le souligner: **l'esclandre était tout autant, sinon plus, parlementaire que militaire.**

Or, cette pseudo Assemblée nationale hors sol et minoritaire est appelée par Macron à devenir non plus un parlement croupion, mais un simple croupion. Un tiers de députés en moins et des lois votées en commission, tel est son programme.

Jusque là, nul accroc: des centaines de député(e)s macronistes suivistes, la gamelle tendue, un folklore «insoumis», bref aucune vraie difficulté parlementaire. Et soudain, une bronca. Car M. De Villers est soutenu par le président LREM de la Commission des lois, qui va continuer à parler même après que Jupiter eut tonné, et qui surenchérit sur la question d'Areva.

Outre ce début de crise dans LREM, trois forces politiques montent au créneau pour soutenir le général: le groupe parlementaire LR, le FN, Florian Philippot tout particulièrement, et la «fachosphère», et la France insoumise, dès avant l'intervention du général d'ailleurs, par la voix d'Alexis Corbière, aux avant-postes pour défendre les «capacités militaires de la France». Relative discrétion par contre du PCF et du PS.

Macron, après avoir fait le défilé côte à côte avec le général, l'a attaqué très violemment (sans le nommer mais tout était très clair) le soir même, mouvement de mâchoire et de talons à l'appui sur le mode «je suis le chef». Il n'est pas sûr que son autorité jupitérienne ait fructifié ce soir là (on notera au passage l'inexistence de la ministre de la Défense dans ce feuillet).

Le président et le général doivent se voir vendredi 21 juillet. La crise est ouverte.

Mais elle est ouverte en l'absence de véritable débat public: les montées au créneau, de Florian Philippot à Alexis Corbière, pour défendre «nos forces armées», contribuent justement à l'empêcher en prenant la place du vrai débat nécessaire. **Des économies ? Pour le coup, il y a quoi en faire.**

La présence militaire française en Afrique, qui ne vise pas à combattre les islamistes, leur servant de point de fixation, mais à tenter de pérenniser le statu quo, l'arme nucléaire, qu'aucun régime réellement démocratique ne peut employer de manière offensive, le contrôle des DOM-TOM, et l'opération Sentinelle, très critiquée par les militaires eux-mêmes et banalisant le déploiement de l'armée dans les rues du pays, seraient de premières économies possibles rapidement ... avec un gouvernement et un régime démocratiques, qui sauraient préserver et augmenter les emplois en réorientant ces secteurs vers des activités socialement utiles.

Mais assurément, tel n'est pas l'enjeu, ni d'un côté ni de l'autre, entre la tentative de Macron d'augmenter et de diminuer les crédits militaires «en même temps» et les rodomontades de tous les amis de Dassault et du Rafale et des nostalgiques de la puissance passée de l'impérialisme français. Au fond, les uns et les autres sont d'accord pour restaurer celle-ci, et se disputent sur les voies et les moyens.

Du point de vue de l'industrie et du capital industriel dans ce pays, cette crise a probablement, par contre, des implications profondes à terme. C'est sans doute sur ce plan que Macron a réellement choisi une option, à la différence du domaine strictement militaire où il ne sait pas encore réellement comment il va s'y prendre pour augmenter les moyens en commençant par les réduire. Cette option, de manière très générale, c'est de booster le capitalisme français par un choc de compétitivité le mettant à niveau pour parlementer avec l'Allemagne. **La baisse des salaires réels, objectif véritable et fondamental de ce gouvernement, n'ira pas de pair avec l'éclosion de PME productives**, façon plaine du Pô ou Bavière il y a plusieurs décennies, mais avec une désindustrialisation accrue et des concentrations massives, s'effectuant sur un théâtre international et européen.

Il y aura des morts, et des secteurs entiers du patronat et du capitalisme français vont vite réaliser que Macron, ce n'est pas le Pétro.

Il est à cet égard intéressant de rapprocher la crise sur le budget militaire de deux autres facteurs de crises au moment présent.

Les annonces d'«économies» sur les collectivités locales, 13 milliards aux dernières nouvelles, non seulement conduiraient à des dizaines de milliers de licenciements dans la fonction publique territoriale, mais mettent en cause la politique d'externalisation et de partenariats public-privé, qui était jusque là le procédé dominant pour liquider les services publics. Car si les services ne sont plus publics, l'argent public coule à flot vers le privé. Le secteur du BTP notamment est nourri de ces marchés passés avec les collectivités. Les économies «Macron» menacent indirectement ce secteur.

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a fait tout un numéro sur le scandale des admissions post-bac, mais sans prendre aucune mesure pour sauver le droit aux études. Au contraire, elle veut en tirer parti pour que les facultés imposent des «pré-requis» aux bacheliers, l'objectif étant de faire du Bac un gros brevet, certificat de fin d'études secondaires, et non le premier grade universitaire. Et «en même temps», comme dit Macron, elle annonce l'annulation de 331 millions de crédits pour l'année en cours, dont 95 contre la Recherche (mais que fait Villani?!), et 45 contre la Vie étudiante. Aux États-Unis, on se gausse déjà de l'appel jupitero-gaulliste de Macron à une fuite des cerveaux de la Silicon Valley vers Paris lancé suite au retrait de Trump de la COP 21 ...

Le trait commun aux restructurations qui se dessinent dans le secteur de l'armement, à l'impact de l'asphyxie organisée des collectivités locales sur leurs investissements, donc sur le BTP, au serrage de vis contre la recherche, est une réduction du capital productif de plus-value (par l'exploitation du travail humain) sur le territoire français.

On retrouve ce trait dans les manipulations et restructurations du secteur automobile, dénoncées par la CGT à l'occasion de la lutte des ouvriers de GM&S.

En résumé, Macron est en train d'aggraver les contradictions à l'intérieur même de la classe capitaliste, habituée en France à vivre aux crochets de l'État et de ses commandes publiques. Avant même que ne s'ouvre la grande explication entre le monde du travail et lui, les facteurs de crise au sommet arrivent.

18-07-2017.

GM&S, premier épisode de ce qui s'annonce

En menant une lutte acharnée avec prise de contrôle du site industriel et de l'outil de travail, avec pour revendication le maintien de tous les emplois sur place, les salariés de GM&S à La Souterraine, centre industriel automobile mis artificiellement en liquidation par ses donneurs d'ordres et leurs actionnaires, ont obtenu des résultats partiels : une offre de reprise de GMD, important groupe de sous-traitance, moyennant 15 millions d'euros qui seraient apportés pour un tiers par l'Etat, un tiers par le donneur d'ordre Renault et un tiers par le donneur d'ordre Peugeot (PSA). Le tout avec à la clef toujours la suppression de 157 emplois, et le maintien de 120.

Acculés, les ouvriers de La Souterraine poursuivent le combat pour « *faire augmenter le nombre de postes repris, et obtenir des indemnités supra-légales pour les licenciés* ». Mais PSA refuse de mettre les 5 millions (un investissement productif censé lui rapporter), et veut s'en tenir à 4 millions, ce qui - selon Bercy - ne finance pas de modernisation du site, mais seulement l'exécution de commandes annoncées. Jouant avec l'espoir et le désespoir des travailleurs et de leurs familles, ce blocage peut encore tout remettre en cause.

C'est pourquoi les ouvriers de La Souterraine, pour peser sur le rapport de force, sont allés bloquer la production dans des sites clef, dans le cadre des flux tendus, pour PSA et pour Renault. A Dompierre (PSA) ils avaient bloqué deux jours et imposé une partie de ces concessions. A présent ils bloquent le site Renault de Villeroy, dans l'Yonne, et semblent disposés à tenir plus longtemps, ayant installé des tentes autour de l'usine.

Cette première grande lutte ouvrière de la présidence Macron est importante. Elle met en avant les petites usines délocalisées à flux tendus et montre qu'avec de la mobilité et de la réactivité, des ouvriers en lutte peuvent tout à fait bloquer la production. Elle a déjà démontré que ceux-ci n'ont rien à attendre de Macron et de son gouvernement : tout ce qu'ils ont obtenu l'a été par leur lutte à eux - et derrière eux, tout un

département, la Creuse. Elle pose aux fédérations et confédérations ouvrières la question de la solidarité et de l'action commune.

La Fédération CGT de la Métallurgie, qui organise le secteur de l'automobile, (FTM-CGT) amorce justement une mobilisation nationale, fait important dont on ne doit sous-estimer ni la portée, ni la difficulté en raison de plusieurs décennies de quasi disparition de véritables combats fédéraux dans les grands secteurs industriels. L'ensemble de la filière est appelée à une heure de grève ce mardi 18 juillet, en soutien à GM&S et contre les menaces pesant sur des usines comparables par leur place dans la production (Société Aveyronnaise de Métallurgie à Decazeville, Bosch à Rodez, Delphi à Blois). La Fédération soulève la question de la lutte contre un phénomène patent de désindustrialisation, alors même que les usines PSA, Renault et Toyota tournent au maximum de leurs capacités.

Autrement dit, déterminés par l'accumulation financière au niveau international, les trusts de l'automobile misent plus sur de telles restructurations, qui génèrent des surprofits immédiats élevés et des pics boursiers, que sur l'accumulation d'une plus-value certes élevée dans la production, mais insuffisante par rapport à la masse totale de capital accumulé.

Cette question est celle-là même de la production capitaliste en France : le choc de compétitivité que veut produire Macron en faisant baisser le niveau moyen des salaires réels, et cela rapidement, ne relancera pas l'emploi, mais seulement, et pour un temps, les profits.

La bataille défensive de GM&S n'est donc pas une bataille isolée, locale et seulement défensive, mais le tout premier épisode de la bataille d'ensemble qui va s'imposer.

18-07-2017.

Dans la CGT-Force Ouvrière, trois positions en présence

Les ordonnances Macron se préparent et chacun sait très bien quel va être leur contenu. L'intérêt de la classe ouvrière, c'est que les directions confédérales rompent le soi-disant dialogue social au sommet et mettent leur force dans la bataille pour la grève générale le 12 septembre, de façon à aller vers la réalisation du Tous ensemble pour affronter Macron et son gouvernement, qui veulent adopter les ordonnances le 20 septembre.

Loin des projecteurs médiatiques, une bataille importante se joue dans la confédération FO.

Son dirigeant Jean-Claude Mailly prétend qu'une vraie négociation se déroule avec le gouvernement. Il fait croire que la hiérarchie des normes dans le droit du travail n'est pas en péril. Il ne parle plus de la loi El Khomri si ce n'est pour dire que Macron et Philippe s'y prennent bien mieux que Hollande et Valls parce qu'avec eux, on est entendu ! Il affirme que les soi-disant « CDI de projet » ne sont pas un réel danger et il accepte par avance les mesures annoncées à l'encontre des prud'hommes et des CHSCT. Il désavoue - dans *l'Humanité Dimanche* - les UD qui, comme à Paris, ont manifesté fin juin aux côtés de la CGT, de la FSU et de Solidaires en parlant d'initiatives « isolées » (alors que ces UD sont les plus nombreuses). Tout cela fait beaucoup, excusez du peu, même s'il tente de nous rassurer en prétendant qu'au final, il se déterminera « en toute indépendance » selon ce que sera, ou pas, le contenu des ordonnances !

Cette tentative d'accrocher la confédération FO au char gouvernemental produit une opposition montante, sans nul doute majoritaire, parmi les syndicats et les militants. C'est la seconde position en présence et elle est très simple, c'est la position de classe : il faut afficher l'exigence de retrait des ordonnances Macron tout en maintenant celle d'abrogation de la loi El Khomri, il faut cesser de raconter des fadaïses sur le dialogue social au sommet - et ce qui doit se discuter, c'est qu'il faudrait mettre fin à ce qui est le contraire d'une négociation - et il faut préparer la grève unitaire et totale pour le 12 septembre. Et il faut la démocratie et le débat : un CCN (Comité Confédéral National) est nécessaire tout de suite.

En effet, savez-vous à quelle date est pour l'instant fixé le prochain CCN ? Fin septembre !

Cette position est en train d'avancer : la Fédération des Transports et de la Logistique ainsi que l'UD (Union Départementale) du Finistère avec sa nouvelle secrétaire départementale Nadine Hourmant, issue de la lutte des usines Doux (volailles) appellent au 12 septembre.

Ce mercredi 12 juillet, le *Canard Enchaîné*, sous le titre « Fronde syndicale contre le patron Mailly », a prétendu que toutes les UD de Bretagne, ainsi que celles de la Manche, de Loire-Atlantique, du Rhône et de l'outre-mer, ainsi que la Fédération de l'Équipement, « *entretiennent la jacquerie* ».

De fait, cet article du *Canard* entretient la confusion. Il met - volontairement ou involontairement ? - dans le même sac des UD et des organisations qui s'orientent vers la ligne « du Finistère », d'autres qui tout simplement veulent maintenir l'unité constituée contre la loi El Khomri avec la CGT, la FSU et Solidaires (comme l'union régionale Ile-de-France, les UD de Seine-Maritime ou de l'Allier), et d'autres qui entendent bien protéger J.C. Mailly.

De plus, en employant le terme de « jacquerie », et de « jacquerie » contre « Mailly », il contribue aux manœuvres internes visant à décrédibiliser les opposants,

d'autant plus que ceux-ci, répétons-le, sont potentiellement majoritaires. Ce terme contient aussi une référence aux « bonnets rouges » de 2013 - une étape très importante de la lutte des classes de ces dernières années sur laquelle il faudrait revenir.

Le *Canard* a ajouté aux UD de Bretagne plusieurs UD ayant adopté des textes de ce genre, des piqûres de rappel qui ne mangent pas de pain, ainsi que des UD où ces questions sont clairement en discussion.

L'argumentaire des protecteurs de l'appareil confédéral est le suivant : il ne faut pas s'en prendre aux personnes et donc il est interdit de nommer le secrétaire confédéral (c'est pourtant lui qui va voir le gouvernement, s'en félicite, et raconte des bobards de plus en plus énormes), il ne faut pas demander de CCN extraordinaire (autrement dit attendre que les ordonnances soient passées en conseil des ministres le 20 septembre !) et il faut juste rappeler « les fondamentaux » : se référer aux résolutions des derniers CCN et bien dire qu'on veut abroger la loi El Khomri, ce qui est censé suffire à titre de « piqûre de rappel ».

Le Canard a donc permis aux défenseurs de J.C. Mailly de sortir du bois : l'UD de Loire-Atlantique, qui historiquement a représenté l'opposition dite « anarcho-syndicaliste » aux origines de FO, avant de devenir (depuis des décennies) la composante « combative » des majorités confédérales, dont le secrétaire actuel, Michel Le Roch, a pris en 2015 la suite de Patrick Hébert, dirigeant officieux du POI (Parti Ouvrier Indépendant). Leur discours actuel constitue la troisième position en présence (1) dans la confédération après celle du dirigeant tourné vers l'intégration du syndicalisme à l'État et celle, spontanément majoritaire, des organisations et des militants, et qu'exprime ouvertement les appels du Finistère et des Transports : l'aile « gauche » de l'appareil indispensable comme couverture de celui-ci.

De quelle façon ? En disant tout ce que vous voulez, sauf trois choses :

- des critiques directes à Mailly, tabou ;
- le mot « retrait » concernant les ordonnances de Macron, tabou ;
- et la demande d'un CCN extraordinaire, tabou (au contraire il est de bon ton de se référer aux CCN précédents, qui sont tous antérieurs aux joyeuses escapades de Jean-Claude Mailly).

En couvrant ainsi Mailly, c'est Macron que ces camarades couvrent !

Que, par ailleurs, le journal du POI, *Informations Ouvrières*, semble préparer une entrée-dissolution du POI dans la *France insoumise* de J.L. Mélenchon est parfaitement cohérent avec cette orientation : s'en remettre à un « front populaire »(sic) politique pour combattre Macron est en effet cohérent avec le fait de ne pas défendre

l'indépendance des organisations syndicales envers le gouvernement (tout en n'ayant que le mot « indépendance » à la bouche, ce qui s'appelle de la langue de bois).

Précisons que c'est une orientation politique, et syndicale, qui est critiquée ici, mais que le POI a parfaitement le droit de développer une orientation et qu'il ne s'agit pas de dénoncer des militants politiques, dont l'orientation, au demeurant, semble de plus en plus dictée par J.C. Mailly ... et par J.L. Mélenchon. D'autres militants politiques, comme ceux du POID et de l'Union Anarcho-syndicaliste, et des milliers de militants uniquement syndicalistes, se positionnent différemment et en ont tout aussi le droit.

(1) On ne comptera pas comme « quatrième position » celle des derniers syndicats jaunes affiliés à FO. En l'occurrence, on pense ici à l'ancien syndicat maison de l'usine Peugeot de Dompierre-Sept-Fons, qui, confronté aux deux jours de blocage de la production par les salariés de GM&S de la La Souterraine, une action parfaitement justifiée contre le donneur d'ordre qui passait les commandes à leur usine, s'est solidarisé avec le patron en invoquant la « liberté du travail ». Les ouvriers creusois ont eu la mauvaise surprise de trouver l'un de leur bus, pneus crevés ... Mais nous ne sommes pas là dans le syndicalisme ouvrier.

Nous reproduisons ci-dessous 3 documents :

- L'appel de la Fédération Transports et Logistique (oubliée par le *Canard* ...) au 12 septembre,
- La déclaration de l'UD du Finistère,
- Et le communiqué des dirigeants de l'UD de Loire-Atlantique en cours de diffusion dans toutes les instances de FO pour faire savoir qu'ils n'ont rien à voir avec la « jacquerie ».

Document 1

La Commission Exécutive de la Fédération Nationale des Transports et de la Logistique FO/UNCP réunie le 29 juin 2017 prend acte de l'élection de Monsieur Emmanuel MACRON, à la Présidence de la République, avec 18.5% des électeurs inscrits au 1er tour, elle prend également acte du résultat des élections législatives avec plus de 50% d'abstention au 1er tour et 57% au 2ème tour.

La CEF fait le constat que l'adhésion au programme du Président MACRON est largement minoritaire soit moins de 2 Français sur 10 dans ce pays.

Donc pour la CEF il est hors de question de détériorer notre Code du Travail, nos Institutions Représentatives du Personnel, la Sécurité Sociale, l'Assurance Chômage, les Retraites, les Régimes spéciaux, les Statuts de la RATP ainsi que ceux de la Fonction Publique.

La CEF s'oppose à la suppression des cotisations chômage ainsi que celles de la sécurité sociale qui conduirait inévitablement à la fin du paritarisme et la privatisation de la sécurité sociale. Tout transfert de cotisations vers la CSG n'est donc pas acceptable pour la CEF.

Pour la CEF, seule la résolution du Comité Confédéral National en date du 7 avril 2017 compte et elle s'applique à toutes et tous : **ABROGATION DE LA LOI TRAVAIL**. La CEF rappelle son attachement indéfectible à la Charte d'Amiens, **LIBRES ET INDEPENDANTS NOUS SOMMES, LIBRES ET INDEPENDANTS NOUS RESTERONS QUEL QU'EN SOIT LE PRIX**.

- OUI à une négociation constructive et loyale, NON à une mascarade !
- **La Commission Exécutive Fédérale appelle à la mobilisation le 12 septembre 2017.**
- NON AUX ORDONNANCES, NON AU 49.3 SOCIAL.
- OUI AU MAINTIEN DES DROITS COLLECTIFS.

Document 2

APPEL DU 12 SEPTEMBRE 2017

La politique de Macron et de son gouvernement ne vise qu'à détruire les droits collectifs et à imposer la politique du patronat et de la finance : code du travail cet été, assurance chômage à l'automne, retraites en janvier 2018 !

L'UD FO du Finistère n'est pas dupe et dénonce le simulacre de « dialogue social » de Macron qui veut faire passer à coup d'ordonnances une loi de destruction massive des droits des salariés.

La loi Travail I El Komrhi - Macron inverse la hiérarchie des normes : négociation entreprise par entreprise, à des conditions inférieures à celles des conventions collectives et du code du travail. Ainsi chaque patron impose aux salariés ce qui l'arrange en termes de salaire, majoration des heures supplémentaires, durée légale du travail, contrats... La loi prévoit le recours au référendum patronal, c'est du chantage à l'emploi !

Plus encore, avec la diminution du suivi médical des salariés, c'est marche ou crève !

Dans la continuité de ce processus de destruction massive, Macron a prévu encore d'aggraver la loi Travail I, en plafonnant les indemnités prudhomales, en mettant fin au CDI par le recours aux contrats de chantier, en facilitant les licenciements, en fusionnant les instances représentatives dans les entreprises (CE, DP, CHSCT, Délégués syndicaux).

Et d'autres conquêtes sont dans le viseur du gouvernement :

- Porter un coup mortel à la sécurité sociale, ancienne conquête ouvrière qui prenait en charge le malade du début de la maladie à sa guérison.
- Supprimer les retraites par répartition et les régimes particuliers en les fusionnant pour mettre en place un régime universel de retraite par points. Cela entraînerait, selon le Conseil d'orientation des retraites, une baisse drastique du montant des retraites de 30 %, faisant la part belle à la capitalisation et à la finance (banques et assurances).
- Casser le statut de la fonction publique, poursuivre les suppressions d'emplois des fonctionnaires et ainsi supprimer les uns après les autres tous les services publics de proximité rendus à la population.

Il y a urgence à arrêter cette casse du code du Travail et de toutes les conquêtes ouvrières !

Nous ne lâcherons rien !

Pas plus aujourd'hui qu'hier !

Et encore moins demain !

La mobilisation de l'UD FO du Finistère reste de mise sur la période estivale !

Abrogation des lois El Khomri, Rebsamen, Macron.

Document 3

Communiqué de l'Union Départementale CGT-Force Ouvrière de Loire-Atlantique

Suite à l'article paru le 12 juillet dans le Canard enchaîné

Contrairement à ce que le Canard Enchaîné écrit ce jour, l'Union Départementale FO de Loire-Atlantique tient à préciser qu'elle ne participe nullement à une « fronde » ou « jacquerie » contre le secrétaire général de la confédération Jean-Claude Mailly.

Elle inscrit son action dans la continuité des résolutions adoptées par le Comité Confédéral National (6 et 7 avril 2017) et de la Commission Exécutive Confédérale (15 juin 2017).

[Article mis en ligne sur notre site le 13 juillet 2017]

Mise au point du 17 juillet 2017 concernant l'article précédent

Avis aux lecteurs. Plusieurs sites ont repris une version tronquée de [cet article](#), n'en donnant pas la source, et sans s'en douter, car ils l'ont trouvé sur le site [A l'Encontre](#) qui l'avait repris le 14 juillet, sans donner de lien et en procédant à des coupures non indiquées aux lecteurs par le symbole « (...) ».

Nous avons signalé ceci au gestionnaire du site [A l'Encontre](#), qui a réagi en enlevant l'article de son site et en affirmant qu'il ne reprendrait plus rien venant d'APLS. Volontairement ou non, ceci s'apparente à un procédé visant à reprendre des informations et analyses provenant d'[Argument Pour la Lutte Sociale](#) tout en passant son existence sous silence.

Pour notre part, nous continuerons bien entendu à reprendre ou citer des articles de [A l'Encontre](#) qui nous semblent intéressants, toujours en donnant la source, en prenant la peine de vérifier les éventuelles coupures non indiquées, et en informant les lecteurs de celles que nous pourrions être conduits à opérer. Dans le mouvement ouvrier, ces bons usages portent un nom : démocratie.

La rédaction, le 17 juillet 2017.

**Vous ne voulez pas nous perdre de vue ?
Abonnez-vous au site :**

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>